

LU POUR VOUS



CFE-CGC : un choix "particulièrement douloureux" à la veille des job

Du côté de la CFE-CGC, enfin, la colère est grande : "Le fait de ne pas mettre un ministre en plein exercice de la Transformation et de la Fonction publiques, à la veille de l'ouverture de chantiers de réforme importants et à quelques mois des Jeux Olympiques est particulièrement douloureux", déplore Stanislas Gaudon, président de la fédération des Services publics de la CFE-CGC. Ce dernier, amer, évoque notamment une réunion prévue ce vendredi 12 janvier matin avec Stanislas Guerini pour aborder le projet de réforme de la Fonction publique, annulé en dernière minute : "Le réveil est sacrément difficile, et je pense aujourd'hui à tous ces agents publics qui attendaient beaucoup de choses, à la fois sur la rémunération, la protection des agents, l'égalité homme femme, le logement, les droits syndicaux...". Avec 35 000 agressions signalées par an enregistrées dans la fonction publique hospitalière, Stanislas Gaudon craint une perte de temps alors même "qu'il y a urgence pour protéger les agents publics".



Dépêche n° 705688
Social / RH - Fonction publique
Par : Danae Corte - Loïs Dzouz - Publiée le 12/01/2024 à 18h22

07 min de lecture

[Lien dépêche](#)

A usage unique de : **Syndicat FÉDÉRATION CFE CGC SERVICES PUBLICS**

Les syndicats de la fonction publique voient dans la suppression de leur ministère un "mauvais signal"

Les fonctionnaires se sont réveillés ce vendredi 12 janvier 2024 sans ministère de tutelle. Deux jours après la nomination de Gabriel Attal, éphémère ministre de l'Éducation nationale, [en tant que Premier ministre](#), c'est un gouvernement très resserré de onze ministres de plein exercice et trois ministres délégués qui a été présenté le 11 janvier. La fonction publique est absente de ce gouvernement où, pour les organisations syndicales, relève d'un "mauvais signal", en attendant d'en connaître plus sur le sort des nombreux dossiers et discussions en cours.

Pas de fumée blanche pour la fonction publique. Au lendemain de l'annonce du nouveau Premier ministre Gabriel Attal, les agents publics se retrouvent pour l'heure orphelins. L'ensemble des syndicats de la fonction publique n'ont pas tardé à exprimer leur mécontentement alors que nouvelles nominations devaient intervenir dans les prochains jours et qu'un rattachement à un ministère de tutelle, voire à Matignon n'est pas exclu ([lire sur AEF info](#)). Tous craignent surtout que leur marge de négociation concernant les chantiers en cours ne s'amenuise.

En effet, malgré l'abandon du projet d'accord de méthode sur l'agenda social, celui-ci devait enfin être relancé en 2024 ([lire sur AEF info](#)) avec notamment le lancement de négociations salariales annuelles, et des discussions sur les carrières, l'égalité professionnelle, ou encore le logement des agents publics ([lire sur AEF info](#)). Mais en l'absence d'interlocuteur, tous ces sujets relèvent désormais de "l'interrogation", selon les organisations syndicales. La question du devenir du projet de loi fonction publique de Stanislas Guerini, qui devait être soumis en conseil des ministres fin février 2024 et sur lequel les consultations devaient être lancées ces jours-ci ([lire sur AEF info](#)), se pose également. Tour d'horizon des réactions des huit organisations syndicales représentatives de la fonction publique.

CGT : "Il faut s'attendre à une nouvelle année conflictuelle"

Alors que "l'attractivité dans la fonction publique est un sujet crucial dans tous les versants", que "les rémunérations décroissent par rapport au privé" et que "la qualité du service à rendre se dégrade", l'annonce du nouveau gouvernement est un réel sujet d'inquiétude pour l'USSE-CGT. "L'absence d'un ministère de la Fonction publique de plein exercice et le rattachement de la Santé et de l'Éducation à d'autres ministères sont un signal fort : nos services publics vont disposer de beaucoup moins de moyens", analyse sa co-secrétaire générale, Céline Verzetti. "Les attentes des agents et des syndicats sont fortes, mais le gouvernement démontre qu'il fait peu de cas des missions publiques", ajoute-t-elle.

Dépêche n° 705688 - Toute reproduction ou transmission de cette dépêche est strictement interdite, sauf accord formel d'AEF info.



Dépêche n° 705688

"C'est un signal très mauvais vis-à-vis de la fonction publique et de ses agents", estime ainsi Stanislas Gaudon, de la CFE-CGC, en parlant d'"erreur politique" de la part d'Emmanuel Macron, qui "n'a pas eu un mot sur les carrières ou l'attractivité".



Emmanuel Macron veut donner plus de place au mérite dans la carrière des fonctionnaires

Lors de sa conférence de presse, mardi 16 janvier, Emmanuel Macron n'a pas dissipé le flou sur l'avenir du portefeuille de la Fonction publique dans le gouvernement Attal. Il a néanmoins confirmé la volonté de l'exécutif de développer la rémunération au mérite dans la fonction publique. Une idée



sur l'avenir du portefeuille de la Fonction publique au sein du gouvernement Attal reste toujours aussi incertain, Emmanuel Macron a commencé à tracer sa vision pour les agents publics... Et elle implique notamment une plus grande reconnaissance de leur mérite. Lors de sa conférence de presse, organisée mardi 16 janvier à l'Élysée, le chef de l'État a en effet évoqué des mesures pour permettre de "mieux gagner sa vie par le travail" et souhaité que les fonctionnaires soient davantage rémunérés "au mérite".

"L'effort et le mérite ne sont pas suffisamment reconnus", a ainsi déclaré le président de la République, en disant croire "dans cette France du travail et du mérite". "Il en va de même pour les fonctionnaires, et-t-il surtout ajouté, pour lesquels le principal critère d'avancement et de



<https://www.cfecgcfp.org>



fonctions publiques@cfecgcfp.org

PAR BASTIEN SCORDIA

17 janvier 2024, 12:17, mis à jour le 17 janvier 2024, 12:41